

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 1^{er} février 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - BPE
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION (RÉGULARISATION)

ETABLISSEMENTS J.MENUT

COMMUNE DE CHARTRES

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : ETABLISSEMENTS J.MENUT
Forme juridique et capital : Société par Actions Simplifiée au capital de 420 000 €
Siège social : 21, rue Jacques Cœur à Saint-Ouen (41)
Responsable : Jean MENUT – Directeur Général

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Centre VHU, installation de transit, regroupement ou tri de déchets métalliques
Situation : 9, rue René Cassin à Chartres
Actes administratifs :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 1982 autorisant la société ROCADE OCCASE à exploiter une installation de récupération de véhicules hors d'usage ;
- Récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 2 octobre 2003 au profit de la société ETABLISSEMENTS J.MENUT ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2006 portant agrément pour les activités de stockage, dépollution, démontage, découpage des véhicules hors d'usage ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2012 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un centre VHU et mise à jour de la situation administrative du site ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2015 portant exonération de traçabilité des déchets métalliques.

3. Objet de la demande

Par courrier du 8 octobre 2013, la société ETABLISSEMENTS J.MENUT, représentée par M. PENVEN Alexandre, a porté à la connaissance du Préfet, dans le cadre d'une régularisation de sa situation administrative, une modification notable du fonctionnement des installations qu'elle exploite sur la commune de Chartres.

Cette modification concerne la mise en œuvre d'une cisaille permettant le compactage et le découpage de déchets métalliques en attente d'expédition en filière agréée pour les véhicules hors d'usage dépollués et vers les fonderies pour les autres déchets métalliques.

La cisaille à métaux fonctionne depuis 2012. Le pétitionnaire sollicite la régularisation de cette installation et l'utilisation de la cisaille pour un volume de traitement de déchets métalliques jusqu'à 40 tonnes par jour ce qui entraîne le classement du site au titre de la rubrique n°2791 sous le régime de l'autorisation.

La demande a fait l'objet d'une demande de complément le 20 août 2014 et a été complétée par courriers du 4 mai 2015 et du 8 octobre 2015.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

Le site étant soumis à autorisation, les modifications demandées par la SAS ETABLISSEMENTS J.MENUT sont à apprécier selon l'article R. 512-33 du Code de l'environnement, pour évaluer si les modifications sollicitées ont un caractère substantiel ou non et si elles nécessitent le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Les enjeux environnementaux principaux, susceptibles d'être impactés par la modification sollicitée à savoir la mise en œuvre d'une cisaille à métaux sont : l'impact sonore, l'impact sur les déchets, l'impact sur le sol et le sous-sol et l'impact sur le trafic routier.

L'impact sonore

Une campagne de mesures sonores en environnement extérieur a été réalisée au droit du site le 21 septembre 2015 lors d'une activité normale des installations (chargement, déchargement de métaux, grues et cisaille en fonctionnement) afin de caractériser l'impact sonore des activités et des installations de l'entreprise sur son voisinage.

En limite de propriété, les niveaux sonores ainsi que les niveaux d'émergences maximums au droit des Zones à Émergences Réglementées identifiées respectent l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'impact sur les déchets

La mise en œuvre de la cisaille n'engendre aucune augmentation de la surface de stockage des déchets métalliques. Le compactage des déchets métallique permet une augmentation de la densité des déchets métalliques avant leur transport vers les filières d'élimination et donc du tonnage annuel traité.

L'impact sur le sol et le sous-sol

Les activités de l'entreprise sont réalisées sur une plate-forme bétonnée étanche conçue de manière à recueillir les eaux de ruissellement vers un séparateur d'hydrocarbures assurant une concentration maximale en sortie de 5 mg/l d'hydrocarbures. La surface de la plate-forme bétonnée d'entreposage des déchets métalliques restant inchangée, le séparateur d'hydrocarbures existant est suffisamment dimensionné pour traiter les eaux de ruissellement.

La cisaille à métaux est construite sur une charpente métallique qui repose sur une structure en béton semi-enterrée étanche assurant la protection du sol et du sous-sol.

L'impact sur le trafic routier

Le trafic des routes RN123 et RD939 desservant le site est de 24 200 véhicules par jour pour la RN123 et de 5 306 véhicules par jour pour la RD939. Avant mise en place de la cisaille, le trafic quotidien moyen du site représentait 146 passages de véhicules.

Le compactage des déchets métalliques avant leur expédition permet à l'entreprise d'optimiser le transport mais aussi d'augmenter les tonnages de ferraille traités sur le site. Ainsi une augmentation de 10 % du tonnage de ferraille traité présentée dans le dossier par l'exploitant n'entraînera à terme qu'une faible augmentation du trafic d'environ 6 véhicules supplémentaires par jour.

Ainsi, le trafic induit par le site, évalué à 152 passages par jour, représentera 2,8 % du trafic de la RD939 et 0,6 % du trafic de la RN123 ce qui n'est pas substantiel.

Conclusion

L'exploitant a analysé les impacts de la modification sollicitée, mais aussi le cumul de cette modification avec les impacts évalués lors la dernière procédure complète d'autorisation.

Les éléments présentés conduisent l'inspection des installations classées à considérer la mise en œuvre de la cisaille à métaux comme une modification non substantielle.

5. Conclusion – Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées propose de réserver une suite favorable à la demande de la SAS ETABLISSEMENTS J.MENUT.

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2959 du 30 novembre 1982 modifié par les arrêtés complémentaires du 24 juillet 2006, du 19 décembre 2012 et du 23 mars 2015 doit être modifié pour acter la nouvelle situation administrative du site conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Le projet d'arrêté préfectoral doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement